

# Sources et méthodes

## EMPLOI SALARIÉ

### PÉRIMÈTRE :

Le champ de cette publication porte sur les employeurs qui relèvent du champ d'application des annexes 8 et 10 de l'Assurance chômage, qui emploient sous contrat à durée déterminée au moins un salarié du spectacle (artistes du spectacle, ouvriers ou techniciens concourant au spectacle).

Ces employeurs peuvent être classés en deux catégories selon leur activité principale :

- Si le spectacle constitue leur activité principale ou leur objet (exploitation de lieux de spectacles, de parcs de loisirs ou d'attractions ; production de spectacles ; diffusion de spectacles...), ils sont identifiés comme employeurs des secteurs professionnels du spectacle et relèvent du périmètre du Centre de recouvrement.
- Si le spectacle vivant ne constitue ni l'activité principale, ni l'objet, ils sont identifiés comme employeurs hors secteurs professionnels du spectacle et relèvent du périmètre du Guso.

Le Guso est un dispositif qui permet aux employeurs de remplir en une seule fois l'ensemble de leurs obligations légales auprès des organismes de recouvrement partenaires (AFDAS, Unédic, Audiens, Congés Spectacles, Thalie santé, Urssaf).

Ces employeurs sont tenus de procéder aux déclarations nominatives liées à l'embauche et à l'emploi de salarié(s) du spectacle, au titre d'un contrat de travail à durée déterminée par une Attestation d'Employeur Mensuelle (AEM) pour le Centre de Recouvrement ou une Déclaration Unique et Simplifiée (DUS) pour le Guso.

### SOURCE DES DONNÉES :

Toutes les données sont établies à partir des informations déclarées sur les AEM et les DUS concernant les contrats de travail effectués au cours de l'année observée.

### MÉTHODOLOGIE :

**EMPLOYEURS :** Le nombre d'employeurs est calculé sur la base du SIRET pour les employeurs professionnels et sur la base de l'identifiant interne unique de l'employeur attribué par France Travail pour les employeurs hors secteurs professionnels. En effet, certains employeurs du champ Guso, comme les particuliers et certaines associations, n'ont pas de SIRET. Sont comptabilisés tous les employeurs ayant embauché au moins un intermittent du spectacle au cours de l'année étudiée.

**SALARIÉS :** Le nombre de salariés est calculé sur la base du NIR. Sont comptabilisés tous les salariés intermittents du spectacle ayant eu au moins un contrat de travail au cours de l'année étudiée déclaré par un employeur relevant du champ des annexes 8 et 10.

**CONTRATS :** Sont comptabilisés tous les contrats de travail effectués au cours de l'année étudiée déclarés par un employeur relevant du champ des annexes 8 et 10.

**MASSE SALARIALE :** La masse salariale correspond aux salaires bruts (avant abattement pour frais professionnels).

**HEURES :** Les heures travaillées correspondent aux heures déclarées sur la DUS, lorsque le contrat est déclaré en heures, et aux heures calculées par conversion des cachets en heures lorsque le contrat est déclaré en cachets (cf. point ci-dessous).

- Si les droits à indemnisation sont déterminés à partir d'une fin de contrat de travail antérieure au 1er août 2016, les cachets sont convertis en heures selon les règles suivantes :
  - Lorsqu'il s'agit d'un cachet groupé (contrat établi pour 5 jours de travail et plus), 1 cachet est valorisé à 8 heures.
  - Lorsqu'il s'agit d'un cachet isolé (contrat établi pour moins de 5 jours de travail), 1 cachet est valorisé à 12 heures.
- Si les droits à indemnisation sont déterminés à partir d'une fin de contrat de travail à compter du 1er août 2016, il n'y a plus de distinction entre cachets isolés (valorisés à 12 heures) et cachets groupés (valorisés à 8 heures). Les cachets sont tous pris en compte à raison de 12 heures. Cette règle s'applique quelle que soit l'ancienneté des cachets dès lors que l'examen s'effectue sur une fin de contrat de travail à compter du 1er août 2016.

**EMPLOI :** Les salariés intermittents occupent, au cours de l'année, un ou plusieurs emplois. Il est possible de déterminer leur emploi principal, en se fondant sur les rémunérations maximales perçues au titre de leurs différents emplois. *En moyenne, les salaires perçus au titre de l'emploi principal représentent 85% de l'ensemble des salaires perçus par un salarié intermittent sur l'ensemble de ses emplois.*

## INDEMNISATION

### PERIMETRE :

Le Règlement général annexé à la convention du 14 mai 2014 pose les conditions générales d'accès au régime d'assurance chômage. Les conditions propres aux professionnels du spectacle sont précisées dans les annexes 8 et 10 à ce Règlement. **Suite à l'accord du 28 avril 2016 et à la publication du décret du 13 juillet 2016, des nouvelles règles sont mises en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> août 2016. Les nouvelles règles sont applicables aux droits déterminés à partir d'une fin de contrat de travail à compter du 1<sup>er</sup> août 2016.**

L'annexe 8 concerne les techniciens et ouvriers des secteurs du cinéma, de l'audiovisuel, de la radio, de la diffusion et du spectacle engagés sous contrat à durée déterminée. Le champ d'application de l'annexe 8 est limité à certaines fonctions de salariés qui doivent être mentionnées dans la liste des emplois de l'annexe 8.

L'annexe 10 s'applique à l'ensemble des artistes du spectacle engagés sous contrat à durée déterminée (tels que définis par l'article 7121-2 du code du travail).

### SOURCE DES DONNÉES :

Les données sont établies à partir du système d'information décisionnel de France Travail (CERES) alimenté quotidiennement par les données brutes des applications cœur de métier.

Les données sont provisoires >> en cours de fiabilisation dans le cadre de la mise en place de l'observatoire.

### MÉTHODOLOGIE :

**ALLOCATAIRES INDEMNISÉS FIN DE PÉRIODE** (aussi appelés « bénéficiaires ») : sont les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail qui perçoivent une allocation ARE (Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi) au titre des annexes 8 (techniciens et ouvriers du spectacle) ou 10 (artistes du spectacle) au dernier jour de la période observée

**ALLOCATAIRES INDEMNISÉS AU COURS DE LA PÉRIODE** (aussi appelés « mandatés ») : sont les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail qui perçoivent une allocation ARE (Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi) au titre des annexes 8 (techniciens et ouvriers du spectacle) ou 10 (artistes du spectacle) au moins une journée au cours de la période observée

Indicateur non disponible >> en cours de construction dans le cadre de la mise en place de l'observatoire